

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**



giscard à la barre

éditorial par bertrand renouvin

Pendant les cent premiers jours, la classe politique avait vécu sous le charme giscardien. Une partie de la gauche s'y était laissé prendre, croyant découvrir, au-delà du spectacle donné par le nouveau pouvoir, l'indice d'un changement profond des méthodes et de la philosophie de la droite française.

Voici venu, pour tout un chacun, le temps du désenchantement. On croyait avoir élu un « manager » dynamique, on se retrouve tout à coup au temps des rois fainéants. On avait voté pour la compétence, on découvre l'irresponsabilité, la désinvolture, l'inaction. A tel point que certains se demandent si cet homme qui paraissait tellement sûr de lui est encore

capable de se maintenir au pouvoir plus de quelques mois.

Il ne s'agit pas de prendre ses désirs pour des réalités, mais de dresser la liste des échecs que le gouvernement accumule :

— Echec politique puisque, devant la mauvaise humeur de nombreux députés, le Président de la République a été contraint de présenter au Congrès un projet de réforme constitutionnelle amputé aux trois quarts.

— Echec de la concertation sociale révélé par Georges Séguy vendredi dernier, dans une petite phrase à l'insolence probablement justifiée.

— Echec économique et financier puisque l'inflation ne cesse de se

développer tandis que les dépôts de bilan se multiplient dans les petites et moyennes entreprises.

Dernier signe de l'essoufflement du pouvoir : la fuite en avant dans « l'Europe » supranationale, proposée par l'inconsistant Sauvagnargues la semaine dernière à Luxembourg. En d'autres temps, et dans un autre régime, il aurait fallu s'inquiéter d'initiatives de ce genre. Elles ne méritent aujourd'hui qu'un tranquille mépris, tant il est évident que la politique européenne du gouvernement ne sera jamais qu'un spectacle vain. Décidément, le système Giscard ne nous épargnera rien : ni la faillite, ni même le ridicule.

Bertrand RENOUVIN

La mini-réforme constitutionnelle préparée par l'Elysée suscite l'ironie et le scepticisme des commentateurs. Ainsi *l'Express* se demande s'il n'y avait pas des problèmes plus urgents à traiter. Elle n'en révèle pas moins un état d'esprit redoutable : celui qui consiste à faire de la politique l'apanage de clans liés aux deux Assemblées. Pour Bertrand Fessard de Foucault (*Le Monde* du 15-10-74) la réforme des conditions de présentation des candidats à l'élection va dans ce sens avec notamment la nécessité de vingt-cinq signatures d'origine parlementaire pour parrainer un candidat.

« Ces candidats, ce serait aux partis de les choisir puisque vingt-cinq parlementaires, surtout si les listes de signatures sont publiques, ne signeront pas s'ils sont communistes ou socialistes pour M. Rocard ou tout autre candidat gênant celui qu'ils ont officiellement désigné, s'ils sont républicains pour M. Renouvin, s'ils sont dans leurs pantoufles pour M. Krivine. »

Quant à la saisine du Conseil constitutionnel par un quorum de députés ou de sénateurs, elle est inefficace.

« En effet, il n'est pas impossible que les quatre autorités (1) pouvant actuellement saisir la haute juridiction, ainsi que le quorum parlementaire qu'on essaie d'y ajouter, ne soient tous d'accord pour violer la Constitution, au moins par omission, et donc que personne ne saisisse le Conseil. »

Pour éviter que la vie politique ne devienne la chasse gardée d'une coterie, Fessard de

Foucault propose le recours au référendum, sur l'initiative de quelques centaines d'élus locaux. Si nous sommes d'accord sur le diagnostic nous le sommes moins sur le remède : la participation des citoyens ne sera efficace que si elle s'exerce dans les domaines où ils peuvent le mieux maîtriser leur destin : entreprise, commune, région. A l'échelle nationale toute consultation dégénère en spectacle orchestré par la classe politique et les groupes financiers. La France n'est pas la Suisse ! Il ne s'agit pas en fait de réformer la constitution mais d'établir de nouvelles relations entre les Français et les centres du pouvoir. C'est dans ce sens qu'il nous faut approfondir certaines intuitions gaulliennes.

revue de presse

la réformette constitutionnelle

IONESCO ET LA VIE

Excellent article d'Eugène Ionesco dans *le Monde* (19-10-74). L'auteur du *Rhinocéros* part en guerre contre les médecins et biologistes qui pour des raisons génétiques et eugéniques, et même pour des « considérations morales et sociales » prétendent s'arroger le droit de supprimer la vie commençante ou finissante.

« Il y a là, me semble-t-il, derrière les mots et les alibis « moraux » ou « respect de la mort du malade », une attitude curieusement hitlérienne. Disons-le carrément et sans exagération aucune, les médecins étaient heureux et joyeux du temps du nazisme quand ils pouvaient disposer des vies humaines, des vies des autres.

campagne naf - paris... campagne naf - paris...

itt:

l'anti-nation

La Fédération parisienne de la N.A.F. a décidé de lancer une campagne contre les Compagnies multinationales. A tout seigneur tout honneur, nous rappelons dans cet article le « pedigree » d'I.T.T. décrit voici déjà quelques mois par l'ouvrage d'Anthony Sampson *I.T.T.-Etat souverain* (Alain Moreau, édi-

teur). Dans les semaines à venir, avec la participation de nos militants et les renseignements qu'ils nous fourniront, nous poursuivrons dans l'hebdo — et pas seulement dans l'hebdo ! — la dénonciation des super-sociétés qui mettent en coupe réglée l'économie de nombreux Etats.

Environ 430 000 employés, 1 000 sociétés implantées dans 70 pays. Un chiffre d'affaires de 8,5 milliards de dollars, un bénéfice net de 476 millions de dollars. Des produits et des services des plus variés, qui vont de l'hôtellerie aux télécommunications, en passant par le jambon ou le pain industriel. Une devise. « Au service des hommes et des nations ». Mais une histoire qui ne cesse de la contredire.

PAR TOUS LES MOYENS ET SUR TOUS LES TABLEAUX

On connaît trop bien maintenant la scandaleuse campagne menée auprès du gouvernement américain par ITT pour empêcher l'accession au pouvoir de S. Allende en 1970, dont on craignait que l'élection n'amorce la nationalisation des biens de la firme au Chili.

Trois ans plus tard, on sait que le trust n'est pas non plus étranger au coup de force des militaires. Des naïfs ont pu s'en étonner, voire douter. Ceux qui ne voient pas plus loin que le bout de leur antimarxisme n'ont pas manqué d'applaudir. Pour notre part, nous nous gardons bien de voir la victoire de quelque mythique « occident chrétien » dans ce qui n'est que le triomphe du capitalisme international.

Un capitalisme qui n'hésite pas à jouer sur tous les tableaux. Ainsi entre 1933 et 1944, ITT-Allemagne équipait les bombardiers hitlériens... pendant qu'ITT-Amérique en faisait de même pour les Alliés. Moyennant quoi le rusé colonel Behn, fondateur d'ITT, se voyait remettre la plus haute décoration civile américaine, la médaille du Mérite, pour avoir mis à la disposition de l'armée de terre de « son » pays le réseau de câbles aériens d'ITT... Et en 1967, ITT recevait 27 millions de dollars de la part du gouvernement américain au titre des dom-

Un mongolien, par exemple, doit-il être supprimé à sa naissance ? Je connais les œuvres picturales d'un mongolien, œuvres qui nous enrichissent parce qu'elles sont mystérieuses, parce qu'elles sont un langage que nous déchiffrons et qui nous ouvre des horizons sur des profondeurs inattendues. Je connais un infirme souffrant congénitalement d'une maladie des os qui l'a empêché de grandir. Il a grandi dans une voiture et ses membres sont ceux d'un enfant de trois ans, mais il a une tête normale ; il est professeur de français dans une faculté de lettres en Allemagne. Sa mère l'a caché parce que cet homme était né sous la dictature de Hitler et n'aurait donc pas eu le droit de survivre ni la possibilité d'écrire la thèse qu'il est en train d'achever. Disons au passage que cette mère est une bonne mère, non pas comme cette mère de Belgique qui a été acquittée, il y a quelques années, bien qu'elle eût tué son enfant né difforme, mais peut-être normalement constitué mentalement. Ce que le tribunal a acquitté, à l'époque, c'était la facilité, la lâcheté, la paresse, le manque d'amour et de dévouement d'une femme qui ne voulait pas sacrifier son existence, ses joies et ses plaisirs, pour la consacrer à un autre, qui était son enfant. »

La biocratie génétique aboutit à liquider les faibles et les gêneurs. Elle est malheureusement fort bien implantée dans les allées du pouvoir avec Giscard, champion de l'avortement. Une bien étrange boucle est ainsi bouclée. Il reste à savoir si l'U.D.R. sera aussi frondeuse lors du vote sur l'avortement qu'à propos de la modification du statut des suppléants.

Arnaud FABRE

(1) Le Président de la République, le Premier ministre, le Président du Sénat, le Président de l'Assemblée Nationale.

campagne naf

mages subis par ses usines d'Allemagne (dont 5 millions pour les usines d'armement Focke-Wulf).

LE CONTRIBUABLE FRANÇAIS ESCROQUÉ...

On pourrait multiplier les exemples spectaculaires dans tous les pays d'accueil de la compagnie (guerre civile espagnole, Belgique, etc.). Nous préférons examiner de suite la pollution économique dont notre pays est redevable aux filiales « françaises » d'ITT. « Vingt fois La Villette, quatre fois Panama ! », soit en tout 20 milliards de francs pour les V^e et VI^e Plan. C'est à ce montant qu'Henri Jannès (1) évalue le coût des expertises fallacieuses qui permettent notamment à LMT de majorer de 700 % le prix de vente aux P.T.T. (dont elle est l'un des principaux fournisseurs) de certaines pièces de matériel téléphonique. Ces chiffres, on s'en doute, ont toujours été récusés par les gouvernements français successifs, qui se sont toujours efforcés de faire passer M. Jannès pour un forcené affabulateur. L'ennui c'est que les arguments de M. Jannès n'ont jamais été réfutés... et que le rapporteur général du budget du Sénat, M. Pellenc, reconnaissait en avril 1971 le sérieux de ses conclusions.

On peut se demander si ITT qui, aujourd'hui, gruge le contribuable, n'essaiera pas demain de faire O.P.A. sur l'économie nationale ramenant la France au niveau du Chili.

Il nous faudra démonter dans les semaines à venir les mécanismes impérialistes des compagnies multinationales à origine américaine qui ne demanderaient pas mieux que de coloniser notre pays.

(1) Henri Jannès, ingénieur général des télécom, fondateur du R.U.C.

Jobert pour l'avenir ?

● Une entreprise encore difficile à devenir. Mais des préoccupations qui nous sont proches.

Mémoires d'avenir. Négligeant le premier mot du titre (1), on s'attend, sans doute parce qu'on le souhaite, à l'exposé d'une doctrine, d'un programme de gouvernement, à la mise en scène d'un homme qui briguera un jour des suffrages, ou, du moins, à quelques règlements de comptes. Membre de cabinets ministériels sous la IV^e République, — celui de Mendès-France en particulier — directeur du cabinet de Georges Pompidou lorsque ce dernier était Premier ministre, puis secrétaire général à la Présidence, l'auteur a vu et entendu tellement de choses...

Les amateurs du « dessous des cartes » seront déçus, de même que ceux qui attendaient de ces mémoires qu'elles soient l'occasion de vastes fresques politico-historiques où Michel Jobert se serait enfin situé dans une tradition ou dans un parti, avant de préciser le sens de l'entreprise qu'il est en train d'esquisser. Déconcertant Jobert... On le connaît mieux cependant, après avoir lu ce livre qui raconte, simplement, l'histoire d'une vie commencée au Maroc près des ruines de Volubilis. Enfance toujours présente avec sa douceur, comme cette terre natale dont l'évocation ne cesse de se mêler à celle de souvenirs plus récents.

Attendrissement facile ? Outre qu'il nous vaudrait de belles pages, ce retour sur soi donne à cet homme politique une singulière densité. On est loin du technocrate glacé, pour qui la vie se résume à l'accomplissement d'un plan de carrière, de l'arriviste qui préfère oublier ce qu'il a été autrefois et ce qu'il a sacrifié, depuis. Jobert lui, n'a rien à se cacher puisqu'il n'a pas changé, souhaitant depuis toujours se mêler à l'aventure humaine et « servir un jour, anonyme ou reconnu ».

Pourtant, du lycée à l'E.N.A., de la Cour des Comptes aux cabinets ministériels, son histoire est semblable à celle de ses condisciples et de ses collègues. Mais il ne ramenait pas, comme d'autres, le service de l'Etat à celui de son ambition personnelle, et ne concevait pas l'activité politique comme un moyen de paraître, de briller, de s'exhiber ou de s'amuser.

Pourtant il a fait, comme on dit, une belle carrière. Mais un peu par hasard, et non sans opposer quelque résistance à ceux qui voulaient lui faire franchir un pas décisif.

AU-DELA DES CLIVAGES

Telle est l'histoire de cet homme, serviteur de l'Etat et non pas animal politicien, que sa fonction n'a pas mutilé ou dévoyé. Elle ne nous renseigne guère sur ses idées personnelles : l'histoire de la V^e République est racontée plus que jugée, et le régime né en mai dernier n'est l'objet d'aucune analyse d'ensemble, même si l'auteur ne ménage pas ses piques à un ministre des Finances jamais nommé.

Serait-il « nationaliste » ? On l'a dit et on le répète encore, depuis son opposition spectaculaire aux manœuvres de Kissinger. Mais

un européisme sentimental rend quelque peu ambiguë sa défense de l'indépendance nationale. Pourquoi tant d'efforts contre le renoncement atlantique, s'il nous faut abandonner un jour notre souveraineté à une Europe mythique ? D'où, il y a un an, nos doutes et un



agacement qui se traduit parfois en termes vifs. Mais comment, aujourd'hui, pourrait-on avoir foi en cette « communauté » désintégrée et en cette parodie d'institutions ?

Reste la démarche qui, évoquant celle du général de Gaulle, s'écarte résolument des clivages traditionnels de la vie politique. Par-delà la droite et la gauche Michel Jobert se veut ailleurs, dans une situation qui doit lui permettre une communion profonde avec le peuple de France. Pour quelle entreprise ? Les quelques réformes suggérées à la fin du livre ne permettent pas de la deviner. Mais elle semble fondamentale, puisqu'il s'agit de libérer la vie collective. Il faudra donc témoigner à Michel Jobert une attentive sympathie, puisque sa méthode est bonne et que nous partageons le même souci.

B. LA RICHARDAIS

(1) Michel Jobert : *Mémoires d'avenir* (Grasset).

naf-forum

la révo

A la N.A.F., le débat continue, ne faisant qu'un avec le combat. Il y a un mois, M. François Chéron l'inaugurait par une réflexion sur « Capitalisme, contestation et révolution ». Yves Carré posait ensuite la question du traditionalisme, et celle du choix des moyens. Nous publions cette semaine les réflexions de Bernard Roemer. Elles ont une résonance toute particulière dans la mesure où, comme celles de M. Chéron, elles posent les questions essentielles, qui concernent la société industrielle et les options stratégiques découlant de son analyse.

Dédié aux ouvriers de « Lip » :

« Au lieu d'une ferme communautaire, pourquoi pas une entreprise dont les employés vivraient et travailleraient ensemble ? »

A. Toffler, « Le choc du Futur ».

« Lip : rien ne se fait bien sans passion », la publicité s'étale, triomphante et arrogante, dans tous les journaux français. Les ouvriers de Lip ravalés au rôle d'enzymes gloutons. La geste chantée par Clavel servant à assurer un « positionnement » inexpugnable à un produit commercial. Un grand vent d'espérance s'éteignant dans les colonnes de chiffres des analyses financiers de Lip. Triste fin. Cette anecdote, d'ailleurs attendue par certains, a au moins l'intérêt de mettre en évidence quelques formidables enseignements.

« LE CHOC DU FUTUR »

Dans son livre abasourdissant, « Le choc du Futur », dont le succès a été nettement moins marqué de ce côté-ci de l'Atlantique (1), l'Américain **Alvin Toffler** souligne le souci éternel des hommes de maîtriser les changements, de contrôler l'évolution des sociétés. Mais ce qui il y a quelques siècles, en raison de la lenteur même des mutations, était rectifiable a posteriori, par de simples mesures administratives est devenu aujourd'hui absolument impossible à maîtriser. L'accélération foudroyante, l'ampleur et la rapidité des changements font qu'il est devenu nécessaire de préparer longtemps à l'avance la direction à donner à ces changements si l'on ne veut pas être dépassés par leur avance. **« L'homme, qui possède le pouvoir de modifier les gènes, de créer des espèces nouvelles, de peupler les planètes ou de dépeupler la terre, doit maintenant assurer consciemment le contrôle de l'évolution »**. Pour Toffler nous sommes à la charnière entre l'ère industrielle et l'ère super-industrielle ; or, comment préparer le futur s'il nous est inconnu ? Il faut donc mettre sur pied des **« usines à utopie »** où toutes les initiatives qui dépassent l'organisation économique et sociale de l'ère industrielle seront encouragées, quelles qu'elles soient. Et dans tous les domaines : vie familiale, hiérarchie sociale, techniques de gouvernement, religion, marche de l'entreprise, éducation, conception du temps et de l'espace, art. Avec comme principe : rien n'est a priori aberrant. Toutes les expériences, même et surtout les plus « révolutionnaires », concourent à affiner notre connaissance du futur et ainsi à le préparer. Avec l'extension des possibilités de l'électronique et des médias il sera ainsi possible à chaque groupe, à chaque individu, de participer au cours de vastes « séminaires » mondiaux à la confrontation des expériences et à l'élaboration d'une prospective sociale. La démocratie universelle. Et les travaux de Tof-

fler, d'ailleurs déjà dépassés sur certains points, ne constituent pas les recherches isolées d'un intellectuel franc-tireur, mais la synthèse des théories les plus en pointe des sociologues, urbanistes, économistes et autres futurologues des Etats-Unis et d'Europe. Raison de plus pour les prendre tout à fait au sérieux.

Dans la perspective de cette société super-industrielle, les conflits seront résolus par absorption dans la mouvance du changement. « La meilleure attitude à tenir envers les minorités turbulentes est d'ouvrir davantage le système, leur permettre de participer à la formulation des objectifs nationaux ». Et l'on songe à cette phrase de Pierre Debray caractérisant la société industrielle : **« se perpétuer en se révolutionnant »**.

GISCARD-DUMONT, MÊME COMBAT !

La société industrielle dans laquelle nous évoluons est tout le contraire d'un bloc monolithique et fixiste, elle répond à une loi d'évolution dialectique : pour exister elle doit violenter les situations existantes, innover perpétuellement, créer des tensions ; mais pour survivre elle doit résoudre ces crises d'adaptation, trouver des solutions qui permettent la transition. La révolution Ford par exemple a permis de résoudre une crise de croissance de la société industrielle en opérant la conjonction entre l'apparition d'un désir qualitatif de mieux-être auprès des masses et l'obligation de trouver des débouchés nouveaux. Aujourd'hui, pour les Pouvoirs publics, il devient nécessaire de freiner le rythme d'évolution économique et démographique ; or cette volonté surgit parallèlement à la naissance d'un courant intellectuel qui condamne la croissance et la course à l'utilisation des matières premières. En d'autres termes le combat des écologistes et des défenseurs de l'environnement rejoint celui des technocrates les plus lucides, conscients par exemple de la situation nouvelle créée par l'obligation de trouver de nouvelles sources d'énergie.

La C.G.T. est restée à l'image des patrons de choc à gilet rayé et montre gousset ; n'imitons pas un tel simplisme en prenant nos dirigeants pour des parasites soucieux de brimer — par plaisir ? — les aspirations du pays réel. Les démonstrations ne manquent pas. A propos de l'armée par exemple : deux tribunes libres récemment dans le **Figaro**, d'un côté Michel Rocard, qui se bornait à demander des réformes concernant la discipline et les permissions, de l'autre Aymeric Simon-Lorière, jeune loup de l'U.D.R., qui exigeait la fin du service national, jugé démodé et psychologiquement mutilant. La réforme de l'enseignement : **Ivan Illich** rejoignant Toffler non seulement dans sa critique de l'école-caserne, mais aussi dans des propositions identiques pour un « enseignement convivial », sans professeurs, ni cours, ni horaires. Même chose pour le mouvement autogestionnaire et les penseurs du C.J.D., le centre des jeunes patrons, sur l'idée de pouvoir et de

propriété dans l'entreprise. Même chose pour les régionalistes culturels et les aménageurs du territoire communiant dans la même volonté d'imposer un « zoning » régional, préservant des espaces touristiques pour fixer les héritiers de cultures régionales momifiées, côtoyant des zones industrialisées parquant les citoyens n'ayant pas la chance d'être « enracinés ».

SYSTÈME POMPIDOU OU SYSTÈME CAPET ?

Si le futur doit être prévu et préparé avec déjà une génération d'avance cela remet fondamentalement en cause les types d'action politique que nous connaissons. Une société post — ou super-industrialisée — ne peut conserver cet anachronisme que représente le système parlementaire. « Watergate » est le type même des aberrations à éviter. Pour cela il faut libérer le pouvoir des contingences du quotidien et lui permettre d'aménager le futur. Il est ainsi peu étonnant de constater l'intérêt des thèmes d'indépendance et de continuité de l'Etat auprès des super-technocrates. La proximité apparente des préoccupations entre des maurrassiens et un Michel Debré, rédacteur de la Constitution de 1958, s'explique parfaitement ainsi. Et le projet de Toffler a le mérite de tenir debout : **dégager le citoyen de ses soucis quotidiens, grâce aux progrès de la technique, ce qui lui permettra d'élaborer lucidement avec ses dirigeants, et sans aigreur à leur égard, le futur**. Ainsi le pouvoir sera éloigné de toute nécessité démagogique ou publicitaire et se consacrera entièrement à sa tâche. Pour qu'une démocratie soit viable, Montesquieu postulait que ses citoyens devaient être « vertueux ». Ce sera chose faite.

REPONSE A BERNARD ROEMER

fragilité du système

olution... contre quoi?

Faisons le point. A l'horizon 2000 ou plus, un Etat libre et indépendant, harmonisant les intérêts de multitudes d'individus, insérés dans des groupes s'autogérant totalement dans un environnement entièrement élaboré par eux. Mais au fait, cela ressemble fort au « Projet royaliste ». Un roi technicien, caution de cette démocratie universelle, pourquoi pas ?

Tout ce raisonnement, dont d'aucuns souligneront l'extrême mauvais esprit, ne sert qu'à mettre en lumière le caractère totalisant de la société industrielle capable de récupérer (au sens premier : retour à son propriétaire) les idées apparemment les plus révolutionnaires. Dans une série d'articles extraordinaires (2), Pierre Debray faisait la critique des fondements de la société post-industrielle : « nous vivons, depuis l'avènement de la société programmée, la fin de l'histoire et, du même coup, la mort de l'homme, si l'homme se définit comme la projection d'une liberté dans une histoire ». Nous touchons enfin le cœur du problème : l'homme mutilé, réifié, aliéné par le « faire ». Et du coup cela nous ramène aux angoisses fondamentales de Maurras, telles que Gérard Leclerc les rappelle dans le chapitre 6 d'**Un autre Maurras**.

Quel intérêt avons-nous à nous rallier la sympathie d'un conseiller général apparemment sensible à la moitié du quart d'un de nos thèmes de campagne, au demeurant rabâché par tout le monde, en fonction de l'immensité du travail intellectuel qui nous attend pour avoir prise sur le monde qui nous entoure ; quel intérêt à voir trois arbres de plus pousser dans Paris si la vie humaine n'est pas respectée dans tout son déroulement ; quel intérêt à prôner la défense des dialectes et autres particularismes marginaux si rien n'est remis en cause du libéralisme absolu qui caractérise les rapports humains ; quel intérêt à pouvoir gérer le budget de sa commune pour laisser l'intelligence asservie par l'or et le pouvoir, etc. Il y aurait

peut-être certaines remises en cause stratégiques à opérer au sein du mouvement, pour ne pas laisser l'essentiel dans l'ombre. Ne serait-ce que dans une simple optique de survie à court terme.

REVOLUTION ET RENAISSANCE

Lip nous en a fourni le dernier exemple, les « contestations qualitatives » du système ne servent qu'à le consolider, à lui permettre d'avancer en s'affinant. Les idées ne sont plus que de simples produits commerciaux, l'intelligence étant totalement subordonnée à l'or. C'est ainsi que tout ce qui s'élabore dans le domaine de la réflexion pure, de la recherche scientifique ou de l'art a perdu toute autonomie et ne se finalise que dans le cadre existant. Par ailleurs l'espérance a été tuée, ou plutôt s'inscrit obligatoirement elle aussi dans le futur programmé de la société post-industrielle. Dans ces conditions l'homme est totalement enchaîné au corps social transformé en une vaste structure biologique. Sa dimension politique est supprimée. C'est contre cette aliénation fondamentale qu'il nous faut préparer une révolution de l'intelligence. Donc en abandonnant les chemins stratégiques qui se fondent dans le grand tout des mutations de la société post-industrielle.

Pierre Debray parlait de « l'alternative de la cité politique » : la structure politique est d'un ordre qu'avec les anciens je n'hésiterais pas à qualifier de « poétique ». Elle est faite de rythmes et d'harmonies. C'est un langage ordonné à une certaine mesure de l'homme. « Maurras, et c'est son mérite essentiel selon Debray, annonce le type d'homme nouveau qui libérera une humanité bloquée. » L'objectif est clair, reste à déterminer une stratégie. Et ce n'est pas simple : il faut s'imprégner de l'am-

bigüité d'un combat pour la restauration de l'Etat ou pour la défense des libertés des citoyens qui ignorerait le contexte récupérateur dans lequel il s'inscrit. D'où une méfiance à l'égard par exemple d'un certain courant du gaullisme dont les soucis, concernant l'Etat et la nation, témoignent d'une variante dans le projet technocratique, sans plus. « Contestation radicale », « révolution rédemptrice », les expressions se succèdent. Sachons leur donner réellement une impulsion explosive et libératrice. La voix de Bernanos, s'en prenant aux « imbéciles », nous manque cependant. C'est d'elle dont nous aurions besoin. Notre vieille civilisation étouffe et personne ne sait comment la secourir.

Et pourtant, par-delà les Océans, de formidables espérances se lèvent. C'est Bernanos qui parlait de la foi étonnante de la nouvelle race qui éclôt au Brésil, foi en un avenir, mais fidélité à des principes civilisateurs. Des leçons prophétiques nous parviendront de ces pays le jour où la tutelle financière et technologique des Etats-Unis aura cessé. Quel contraste saisissant avec nos pâles kermesses spirituelles de Taizé ou d'ailleurs, affirmation d'une peur atroce de l'avenir et donc d'une fuite vers un quotidien sécurisant, vers l'engrenage totalitaire. « Rome d'Athènes en fleur a récolté le fruit ». Les bâtisseurs des cathédrales du prochain millénaire seront peut-être issus d'un Tiers-monde qui cherche encore sa voie. Que ces signes de renouveau aient au moins le mérite de nous donner une leçon d'humilité et de réalisme.

Bernard ROEMER

(1) La mentalité technocratique se sert en France à la sauce humaniste. D'où le succès chez nous de livres comme *Le Bonheur en plus* de l'ineffable Closets, pâle imitateur de ses condisciples anglo-saxons.

(2) « Une Action française pour l'ère post-industrielle », in *Aspects de la France*, octobre-décembre 1970.

En attendant que Gérard Leclerc publie, la semaine prochaine, un article approfondi sur la question de la révolution, je voudrais donner ici quelques remarques qui ne prétendent pas clore le débat, mais simplement en préciser certains aspects.

Je suis, dans l'ensemble, d'accord avec Bernard Roemer quant à son analyse de la société industrielle : elle est totalitaire dans sa nature et son habileté à récupérer les révoltes qu'elle engendre, provoque le désespoir de ceux qui voudraient la détruire ou la maîtriser. Elle est intolérable mais permet tant de compensations, pour l'individu, que celui-ci finit par se laisser entraîner et noyer dans le torrent du « progrès ». Ainsi, la contestation gauchiste est morte faute d'avoir su bloquer les mécanismes de rééquilibrage et ternir l'attrait, pour les catégories qu'elle voulait conquérir, de la « société de consommation ».

Il ne faut cependant pas exagérer la puissance de la société industrielle et tenir pour fatales l'usurpation technocratique et la montée du totalitarisme : on mesure depuis un an la fragilité du système de production et le caractère fallacieux d'analyses réputées décisives ou de prévisions mirobolantes. Il faut relire aujourd'hui

certaines livres consacrés à la croissance et à l'impossibilité des crises : ils démontrent que la fameuse science économique n'est souvent qu'un scientisme grossier.

Je ne dis pas que le système tout entier est en train de s'écrouler. Mais la crise d'adaptation sera violente et ne peut manquer d'avoir de graves répercussions politiques. Aussi, plutôt que de recommencer un procès cent fois plaidé (mais dont chacun se moque, étant désormais préoccupé de défendre les acquis de l'expansion), ne vaudrait-il pas mieux s'interroger sur les retombées politiques, sociales et même morales de la crise ?

Le fait que la société industrielle ait réussi à intégrer les contestations qualitatives ne constitue pas une preuve de son efficacité, mais seulement des faiblesses et des ambiguïtés du phénomène contestataire. L'esprit de Mai a été mis à toutes les sauces gouvernementales ? C'est que la révolte de 1968 n'a pas pu ou pas su devenir une révolution. Et puis — un petit livre à paraître prochainement tente de l'établir — entre le nihilisme gauchiste et celui de la société industrielle, il y a convergence profonde, dans le domaine idéologique comme « sur le terrain » ainsi que le montre le débat sur

l'avortement. Le combat des « Lip » est, comme celui du Larzac, récupéré par les marchands ? C'est dans la logique de toute action politique sectorielle, qui ne conduit pas immédiatement au changement radical des structures politiques et sociales. Ne nous étonnons donc pas de cette « ambiguïté » propre à tout combat d'opposition, et qui est de tous les temps.

Comme le montre Claude Bruaire dans son ouvrage fondamental sur « La Raison Politique », le totalitarisme technocratique n'est pas une fatalité : la science économique qui prétend l'établir n'est pas faite, et la rationalité technicienne n'est pas autre chose qu'un écran masquant la volonté de puissance. Il s'agit donc que le politique reconquière son autonomie, qu'il se libère des puissances qui le nient. Telle est la condition de la justice et de la liberté.

Tel est donc notre objectif premier : il faut « viser » l'Etat, non pour le détruire, mais pour le restaurer dans son indépendance. Une entreprise révolutionnaire qui négligerait cette libération première s'épuiserait dans un combat vain, s'interdisant la possibilité des autres libérations nécessaires, pour la nation comme pour la société.

Bertrand RENOUVIN

théâtre et sacré

« Tout dans cette façon poétique et active d'envisager l'expression sur la scène nous conduit à nous détourner de l'acception humaine, actuelle et psychologique du théâtre, pour en retrouver l'acception religieuse et mystique dont notre théâtre a complètement perdu le sens. »

Antonin Artaud

Aujourd'hui, je voudrais répondre à une comédienne qui s'est étonnée, « scandalisée » même, que j'ai assimilé, dans ma réponse à Gabriel Matzneff, le lieu théâtral à la cathédrale.

Qu'elle sache que j'ai simplement voulu symboliser l'aspect sacré du théâtre et la foi qui doit animer ceux qui le servent. Et est-il meilleur symbole que la cathédrale, qui n'aurait pu être édifée sans une foi ardente et sans la conscience de bâtir un « domaine séparé, interdit et inviolable » (1) ?

Le lieu théâtral : lieu séparé, puisque unique en sa fonction, interdit à ceux qui, non initiés à ses mystères, n'en perçoivent que l'aspect extérieur (l'apparent et non le caché), inviolable enfin, ou qui devrait l'être dans une civilisation digne de ce nom, mais fréquemment violé lorsque les barbares dominent comme dans notre société occidentale du ^{xx}e siècle.

Je demande à cette comédienne dont la sensibilité n'a d'égal que l'esprit de réflexion, et qui admire Artaud : croit-elle que celui-ci qui a donné sa vie pour avant tout être lui-même au-delà des conventions, des faux mythes, et des tics de notre société, aurait recherché dans le théâtre la représentation, l'incarnation de sa quête, de son exigence, s'il n'avait pas pressenti et vérifié par son aventure personnelle le caractère sacré de celui-ci ?

Je demande aussi à cette sœur d'armes de ne pas se laisser emprisonner par les mots, ni par les images conventionnelles qui y sont rattachées, mais de se laisser gagner par l'inexprimé, l'irrational de l'acte théâtral ; valeurs qu'elle peut vérifier lorsqu'à certains moments rares et privilégiés, elle sent se

réaliser la communion entre le poète, elle-même et l'inconnu qui, venu en spectateur, devient pratiquant du théâtre grâce à elle.

Et Artaud lui avait répondu par avance dans la « Mise en scène et la Métaphysique » :

« S'il suffit d'ailleurs de prononcer les mots de religieux ou de mystique pour être confondu avec un sacristain, ou avec un bonze... cela juge simplement notre incapacité de tirer d'un mot toutes ses conséquences, et notre ignorance profonde de l'esprit de synthèse et d'analogie ».

Et si des mots tels que sacré, foi, communion, pratiquant viennent tout naturellement sous ma plume lorsque je tente d'exprimer ce que le théâtre a de spécifique au-delà du spectacle et de l'expression artistique, il n'y a là rien de gratuit, mais simplement l'émanation d'un désir plus ou moins conscient de retrouver l'origine de ce mystère qu'est l'acte théâtral. Désir naturel pour des esprits qui ne se contentent pas du rationnel, du raisonnable et d'une démarche basée uniquement sur l'intellect.

Pierre LIMOUSI

(1) Définition du « sacré » dans le Paul Robert.

l'exorciste

Le diable existe-t-il ? Telle est la véritable question que pose le film de William Friedkin, « l'Exorciste », inspiré d'une histoire authentique, celle d'un jeune garçon du Maryland, survenue en 1949... et vraisemblablement corroborée par des cas plus récents. Si le phénomène « de possession » semble universellement admis, que penser de son interprétation ? Friedkin ne se prononce pas et se contente de donner des faits, le doute métaphysique d'un prêtre et son sentiment de culpabilité oedipien, les dérèglements nerveux poussés à un stade extrême d'une fillette de quatorze ans très attachée à sa mère, d'apparentes interventions surnaturelles.

Du cinéma fantastique Friedkin n'utilise que les ficelles, des effets spéciaux très réussis, mais, même si certains phénomènes peuvent paraître humainement inexplicables, comme par exemple un lit qui bouge violemment, il ne nous force pas à croire en une intervention surnaturelle. En donnant une place capitale à la psychanalyse, il nous souffle une autre explication, celle de

forces psychiques insoupçonnées, capables de provoquer ces phénomènes.

Le personnage central du film n'est pas Regan, la petite « possédée », mais le père Karras qui ne peut surmonter ses graves problèmes spirituels. A partir de cela les événements peuvent s'expliquer de deux manières.

Ou bien l'on croit au diable et l'on admet que pour atteindre l'âme d'un prêtre, Satan se sert d'une fillette en la possédant. Dès lors s'expliquent tous les phénomènes mystérieux. Ou bien on est un parfait matérialiste et on réduit tout cela à un vaste jeu psychologique où les forces intérieures mènent la danse et qui entraîne hallucinations et autres phénomènes de télépathie.

A noter enfin que la possédée de « l'Exorciste » ne se souvient pas de ses crises une fois guérie, ce qui est classique mais qu'elle ne parle nullement une ou plusieurs langues inconnues ce qui se produit pourtant dans les cas de possession reconnus par l'Eglise.

Dominique PAOLI

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

violence et politique

Après la double agression dont a été victime notre ami Jacques Chérifi au lycée Balzac, nous avons reçu un abondant courrier dont nous extrayons cette semaine une lettre écrite par un ancien militant d'A.F. passé au maoïsme en 1970. La réaction de cet adversaire, dénonçant les pratiques des « voyous à prétention politique », nous est apparue comme suffisamment importante pour être publiée intégralement :

Messieurs,
Le numéro du 9 octobre de votre journal m'étant venu par hasard sous les yeux j'y ai lu l'article relatant l'agression dont a été victime votre ami Chérifi.

Bien que ne partageant pas du tout vos idées (que je connais cependant fort bien pour les avoir professées jadis !) je partage votre indignation quant à cet acte terroriste. Acte commis par des gens d'un milieu que je connais aussi fort bien pour y avoir « milité » après mon départ de la lamentable Restauration Nationale.

Cet acte héroïque des résidus Hitléro-Maoïste (il en survit encore) m'a inspiré quelques brèves réflexions dont je tenais à vous faire part et que peut-être vous trouverez utiles de faire paraître dans vos colonnes.

IDEOLOGIE DE LA VIOLENCE ET VIOLENCE DE L'IDEOLOGIE

1) Sur un plan purement moral le lynchage, la ratonnade, le passage à tabac, etc., sont des pratiques évidemment lâches. Les individus qui s'y adonnent peuvent à peu de frais et sans risques défouler leur trop plein névrotique. (Le militantisme militaire et administratif étant souvent un déversoir à fantasmes.)

2) L'abjection de tels actes apparaît plus grande encore lorsque leurs auteurs les justifient par des alibis « politiques ». Le cassage de gueule présenté comme résumé d'une lutte politique, innocente ainsi ses auteurs. Le raccourci politique exprimé par cette violence peut tout autoriser. Un individu est rossé sauvagement et à travers lui c'est sa classe, sa race, son parti, ses idées que l'on prétend atteindre ! Tous les coups sont donc permis, toutes les lâchetés sont possibles.

3) Les pratiques léninistes de parti n'ont fait que favoriser et encourager la lâcheté profonde de certains crétiens refoulés. L'idéologie de la violence perpétuée par les jeunes idéologues gâteux du gauchisme militant s'est pres-

que toujours retournée en violence de l'idéologie. La théorie terroriste trouve facilement sa pratique et la pratique terroriste confirme cette théorie.

Ces réflexions pourraient bien sûr être approfondies. Il y aurait tant à dire sur les pratiques groupusculaires de la violence ! Je vous laisse le soin d'y réfléchir (sans oublier que l'A.F. eut elle aussi ses charognards cogneurs de juifs ou de rouges. En tant qu'ancien responsable de ce mouvement j'en sais quelque chose. A quoi bon condamner un mal que l'on subit si l'on refuse de voir qu'on l'a soi-même fait subir à d'autres !) Cela regarde votre honnêteté.

La réponse de Chérifi à ses agresseurs est la meilleure qui puisse être donnée et me rassure quant aux conceptions actuelles de la N.A.F. sur la violence politique. (La violence de la politique n'appelle pas systématiquement la politique de la violence.)

Les apprentis SS de Front Rouge ne sont que les déchets malsains de vieilles idéologies racornies. Leur violence aveugle est à l'image de leur décrépitude et de leur impuissance. Les poubelles de l'histoire leur ménagent encore une petite place. Ces jeunes cons (ils ne sont que cela) peuvent cogner aveuglément à six contre un, en plétinant leur victime c'est eux qu'ils enfoncent. Ils méprisent et ignorent des qualités qu'ils n'ont pas et que certains d'entre vous possèdent : l'honnêteté politique et le sens de la liberté (ce que certains dont on se moque appellent la pureté).

Vous pouvez si cela vous chante publier cette lettre. Cela me plairait rien que pour démontrer à certains hystériques que leurs alibis ne peuvent être avalés par tout le monde. A commencer par des gens qui ne partagent pas du tout vos idées.

M. X...

P.S. : Au cas où vous feriez paraître cette lettre vous seriez aimable de ne pas faire paraître mon nom. Cela m'éviterait des « tra-casseries » de la part d'anciens amis !

le mouvement royaliste

session philo

La session philo aura lieu du vendredi 1^{er} novembre au matin, jusqu'au dimanche 3 novembre au soir. Elle se tiendra dans notre maison de la Rue des Aubiers en Bretagne. Le sujet de la session sera : **L'essence du politique**. Il est recommandé de lire avant la session les deux ouvra-

ges suivants : **La Politique** de Pierre Bou-tang et **La Raison politique** de Claude Bruaire (1).

Inscriptions pour la session en écrivant ou téléphonant au journal.

(1) Ces deux ouvrages sont en vente au journal : La Politique 15 F et la Raison politique 35 F.

les harkis en danger de mort!

BORDEAUX

Dîner-débat le jeudi 31 octobre à 20 h, au restaurant « Chez Louise », 11, rue des Remparts, sur le thème « Un autre Maur-ras ». Participation aux frais : 25 F.

Inscriptions auprès de Philippe Cailleux, Rés. Rosiers, Bellevue, 33170 Gradignan.

Attention, par suite d'une erreur matérielle une date erronée a été inscrite sur les circulaires d'inscription.

DINER RENCONTRE

Chaque semaine les lecteurs de la région parisienne ont la possibilité de faire connaissance avec les rédacteurs de la N.A.F. au cours d'un dîner-rencontre.

Ce dîner aura lieu tous les vendredis, rendez-vous à 19 h 45 dans les locaux (prix du repas : 15 F).

La grève de la faim entamée depuis le 4 septembre (depuis plus de 50 jours maintenant !) par les anciens harkis est maintenant entrée dans une phase critique, alors que de nouveaux grévistes sont venus se joindre à leurs camarades. L'état de santé des harkis est devenu très inquiétant et plusieurs d'entre eux ont dû être hospitalisés contre leur volonté. Du côté gouvernemental, on procède à une valse-hésitation entre les bonnes paroles et les mesures dilatoires. M. Giscard d'Estaing a rendu publique une lettre privée dans laquelle il déclarait suivre personnellement l'évolution du problème et, parallèlement, on assiste à toutes les manœuvres traditionnelles pour noyer le poisson en créant des

tables rondes et des commissions diverses. Pendant ce temps des hommes sont en danger de mort !

SOLIDARITE AVEC LES HARKIS

Notre « lettre ouverte à Giscard d'Estaing », parue la semaine dernière, a été tirée en tract. Nous souhaitons qu'il soit répandu le plus largement possible et nous faisons appel à nos lecteurs pour contribuer à sa diffusion.

Nous passer commande en joignant la participation aux frais :

10 ex. : 3 F franco.
50 ex. : 10 F franco.
100 ex. : 15 F franco.
500 ex. : 55 F franco.
1 000 ex. : 100 F franco.

Nous avons montré, la semaine dernière, la pierre d'achoppement de la crise actuelle : l'absence de politique vraie, l'absence d'unité politique au sein de la nation consultée à ses différents niveaux de compétences et sans esprit de parti. Ce qui exclut toute concertation nationale en vue de remédier à la crise, faute de promoteur et de « lieux » de consultation.

Nié par le « laisser-faire » libéral, le rôle premier de l'Etat est de concevoir et d'appliquer une ligne politique : ainsi les Capétiens.

L'important demeure que cette ligne politique assure le plus grand progrès possible pour les personnes et la société. Mais, afin de définir cette ligne le peuple doit être consulté dans ses Républiques multiples (ville, entreprise, région...). Ce qui renforce le *consensus* nécessaire à l'exercice du pouvoir politique.

LA DEMOCRATIE DESERTEE

La République bourgeoise, en confinant la vie politique dans l'exercice épisodique du suffrage, a tué la vraie démocratie organique que vivait, par exemple, l'Ancien Régime. On y votait bien plus qu'aujourd'hui et plus adéquatement. Cependant, notre propos n'est pas de souhaiter un utopique retour à 1788.

Au fond, ce « Système » a détruit tous les « espaces politiques » de la nation, en généralisant la « délégation » (députés, syndicalistes, bureaucrates...) et les consultations électorales sont des ratifications folkloriques d'un jeu qui dépasse les compétences et le pouvoir du citoyen. Le citoyen est un administré auquel on fait avaliser n'importe quoi, et l'Etat est l'enjeu des partis, castes et intérêts rivaux, à l'exclusion de sa finalité véritable. *La République bourgeoise, de droite ou de gauche, est un système aliénant, qui dénature et l'Etat et le citoyen.*

La société industrielle est la résultante de pratiques plus ou moins généralisées, comme d'une infra-culture : le règne des « managers » a pris possession de tous les secteurs de la vie de l'homme. La démocratie est désertée ; l'économisme a investi l'Etat. Ce dernier n'a plus de projet : il gère au gré des intérêts et de la rentabilité, la force de frappe comme la Culture.

Le Comte de Paris prophétisait en 1950 : « sans une élite sachant servir l'Etat avant ses intérêts particuliers, quelque Politburo ou quelque équipe de technocrates s'emparera des leviers de commande abandonnés par le peuple souverain et sa représentation législative » (1). La République bourgeoise ne pouvait s'adapter aux nouvelles conditions d'exercice du pouvoir : l'ère de l'étatisme et de la technocratie a achevé de tuer la politique. « A force de n'avoir plus à s'inquiéter du lendemain, les hommes risquent de ne plus se préoccuper du devenir de leur société ; ce qui est une raison supplémentaire de tourner le dos à la politique » (2).

L'ECHEC HISTORIQUE DU GAULLISME

Ce texte de 1966 est tiré d'un des derniers Bulletins du Prince. On y discerne la désillusion devant l'échec objectif du Général de Gaulle et celui du « gaullisme ». « Les occasions n'ont pas manqué aux hommes de notre temps de juger de la valeur du pouvoir en démocratie : pouvoir personnel ou pouvoir oligarchique. Le premier affronte les réalités, recherche l'unité, s'affirme dans une politique, suscite le renouveau, assure la stabilité. Le second, esclave des chimères, est source de division, d'irresponsabilité, d'instabilité et de sclérose » (3).

Le Général inaugurait en effet, en 1962, un mode nouveau d'exercice du Pouvoir. L'unanimité

L'UNITE POLITIQUE NECESSAIRE (2)

pour de nouveaux espaces politiques

« L'homme est spectateur et revendicateur parce qu'il n'est plus acteur et participant. »

Henri, Comte de Paris, 23 novembre 1966.

qu'il faisait autour de sa personne, était la plus vaste qu'un homme rassemblât à l'époque ; de plus, il avait un projet politique, ou plutôt des options. Il pouvait, en refusant la création d'un « parti gaulliste », restaurer l'Etat dans son indépendance et dans sa finalité : un projet de vie commune pour tous les Français, ouverte sur l'universel. Expérience unique en temps de paix sous une République. Son projet s'insérait, bien entendu, dans les contingences de l'heure, dont les situations coloniale et internationale étaient les points brûlants.

Comme toute politique, en excluant d'autres politiques possibles, la politique du Général pouvait être critiquée. Mais seulement au niveau des fins, non de sa légitimité : car le but de l'Etat était atteint par la promotion et le soutien d'une politique digne de ce nom. Gageons d'ailleurs qu'avoir tenté de restaurer l'Etat demeurerait aux yeux de l'Histoire, le grand bienfait de ce règne.

Hélas, la claire vision des mutations sociales ne s'assortit pas d'une réforme fondamentale de l'exercice de la démocratie. Dès 1960, le Comte de Paris prédisait mai 68 et notre présente crise : « Une nation rajeunie ne saurait s'accommoder de structures vieilles ou malthusiennes ; mieux vaudrait les régénérer dans l'ordre et la paix civile que d'attendre la révolution » (4). Et cette réflexion allait bien au-delà des préoccupations institutionnelles, pourtant si nécessaires : l'économique et social doit être aussi solide que les institutions sous peine d'entraver la machine politique. « Sur ce vaste champ de la création et de la répartition des richesses, il est grand temps de tracer l'implantation et de commencer d'élever les éléments d'un édifice nouveau, sinon la politique de réno-

vation de l'Etat et de la nation, hardiment menée depuis cinq ans, serait sans avenir, faute de support d'une politique économique et sociale, équitable, vigoureuse, réaliste, originale et française » (5).

Enfin, ce pays, en voie d'homogénéisation économique et sociale par le fait même de la société industrielle, ne pouvait plus en rester aux divisions et déchirements partisans d'une vieillotte conception de la politique, sinon il « en vient à se « désocialiser » : ses membres se désintéressent les uns des autres comme du fonctionnement politique et de l'avenir de la cité ; même s'ils votent tous les quatre ou cinq ans, ils sont politiquement passifs » (2).

L'échec historique du Général se vérifia dès le ballottage de 1965. Mais, bien plus, les élections de 1967 virent la constitution d'un véritable « parti majoritaire », tel qu'il fut toujours funeste aux vrais politiques (6).

C'est alors le dernier numéro du Bulletin : pas même le général de Gaulle... « personne, jusqu'à présent, n'a voulu enseigner, informer, faire participer fraternellement les Françaises et les Français à la vie politique, à la vie économique, à la vie sociale de la nation qui ne peuvent plus être séparées, pour faire d'eux un peuple vraiment majeur, pour constituer les structures vivantes d'une société nouvelle, pour donner au pouvoir le souffle populaire sans lequel il n'est ni véritablement fort, ni profondément légitime. Au lieu de cela, les partis auxquels la Constitution donne vocation de « concourir à l'expression du suffrage », ne lui offrent que des drogues malfaisantes, tranquillisantes, ou hallucinogènes.

A une époque où tout s'apprend et où tous apprennent, où tout est fondé sur la réflexion logique et l'observation scientifique, seule la politique, dans ses manifestations internes, échappe à la rigueur de l'étude et de la raison. Elle est maintenue dans l'obscur domaine des songes, des sentiments et des incantations parce que c'est de cette nuit que le clinquant de la publicité, les artifices et les trafics des comités font encore illusion » (3).

Le général de Gaulle voulait restaurer l'Etat, non pas la démocratie. Mais pouvait-il tout faire ? N'a-t-il pas dû se méfier et lutter contre un véritable « parti gaulliste ? »

Les gaullistes n'ont malheureusement pas tous compris les nécessités de l'heure : ils ne se sont pas groupés en chambre de réflexion politique et de concertation nationale, donnant ainsi au chef de l'Etat le matériau et le consensus indispensables aux grandes mutations. Ils ont laissé passer la chance historique qu'ils vivaient : ils auraient pu créer ce noyau fondateur du nouvel exercice politique, fédérant toutes les énergies du pays pour permettre à la France d'accéder consciemment à l'ère post-industrielle. Mais, certes, le jeu politique (celui-là même qu'il leur fallait changer) les rejetait évidemment parmi les sectes : ils ont succombé à la tentation...

Les vieilles divisions, l'inconscience politique ont subsisté, se sont même renforcées. D'autant que le Général ne régla pas sa propre succession. On voit donc mal aujourd'hui comment l'U.D.R., évincée du pouvoir, pourrait mieux que quiconque, servir utilement notre temps.

Devant l'insuffisance des gaullistes, le salut nous viendrait-il de la pensée socialiste ?

C'est ce que nous envisagerons une prochaine fois.

Philippe VIMEUX

(1) Bulletin du Comte de Paris, 30 octobre 1950.
(2) Bulletin du Comte de Paris, 23 novembre 1966.
(3) Bulletin du Comte de Paris, 18 janvier 1967.
(4) Bulletin du Comte de Paris, 23 novembre 1960.
(5) Bulletin du Comte de Paris, 11 novembre 1964.
(6) Mémoires de Louis-Philippe, préface du Comte de Paris.